

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**Philippe MACHENAUD-JACQUIER**
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 168
N° 90 - Numera Hau**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 8
no Novema 2019

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 42 52 61

NUMERO COMPLEMENTAIRE
au JOPF n° 90 du 8 Novembre 2019

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Pages

Arrêté n° 2475 CM du 6 novembre 2019 habilitant le ministre chargé des finances à négocier et à conclure trois emprunts d'un montant cumulé maximal de 3 341 288 783 F CFP (c/v 28 000 000 euros) auprès de l'Agence française de développement (AFD) pour financer partiellement le budget d'investissement de 2019	21276
Arrêté n° 2476 CM du 6 novembre 2019 autorisant la pêche aux trocas dans les communes de Uturoa, Tumaraa, Taputapuatea et Tahaa	21277

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 2475 CM du 6 novembre 2019 habilitant le ministre chargé des finances à négocier et à conclure trois emprunts d'un montant cumulé maximal de 3 341 288 783 F CFP (c/v 28 000 000 euros) auprès de l'Agence française de développement (AFD) pour financer partiellement le budget d'investissement de 2019.

NOR : DBF1922097AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2018-95 APF du 6 décembre 2018 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2019 ;

Vu la décision d'octroi des prêts par le comité de l'outre-mer n° COL 2019-37 en date du 16 octobre 2019 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 2019,

Arrête :

Article 1er.— Le ministre en charge des finances est autorisé à négocier et à conclure trois emprunts d'un montant maximal cumulé de 3 341 288 783 F CFP (c/v 28 000 000 euros) auprès de l'Agence française de

développement pour financer partiellement le budget d'investissement de l'exercice 2019.

A - Les caractéristiques particulières par type de contrat :

Le premier concours :

- affectation du financement : aux opérations relevant du 3e instrument financier et aux opérations éligibles du domaine des logements sociaux ;
- montant maximal : 1 789 976 134 F CFP (c/v 15 000 000 euros) ;
- taux d'intérêt : taux du prêt au secteur public (PSP).
(A titre indicatif au 18 octobre 2019, la cotation était de 1,04 %).

Le deuxième concours :

- affectation du financement : à divers investissements sociaux de 2019 ;
- montant maximal : 715 990 453 F CFP (c/v 6 000 000 euros) ;
- taux d'intérêt : taux du prêt au secteur public bonifié (PSP - B).
(A titre indicatif, au 18 octobre 2019, la cotation était de 0,26 %).

Le troisième concours :

- affectation du financement : aux projets ayant une action d'atténuation ou d'adaptation au changement climatique ;
- montant maximal : 835 322 196 F CFP (c/v 7 000 000 euros) ;
- taux d'intérêt : taux du prêt au secteur public - vert (PSP - Vert), soit 0,00 %.

B - Les caractéristiques communes aux 3 concours :

- durée : 20 ans dont un différé de 2 ans maximum ;
- commission d'ouverture : 0,20 % du montant du crédit ;

- commission d'engagement : 0,40 % par an, applicable sur le solde du crédit non mobilisé au-delà du 14e mois qui suit la décision d'octroi du prêt par le comité d'outre-mer, soit à compter du 16 décembre 2020. Cette commission sera exigée tant qu'il subsistera un solde à verser avant la date limite de mobilisation ;
- date limite de mobilisation : 31 octobre 2021.

Art. 2.— La Polynésie française s'engage à inscrire en dépenses obligatoires à son budget, les sommes nécessaires au remboursement de toutes sommes dues au titre de l'opération visée à l'article 1er du présent arrêté en principal, intérêts de retard, indemnités, frais, charges et accessoires.

Art. 3.— Le ministre chargé des finances est habilité à négocier l'opération selon les caractéristiques financières fixées à l'article 1er ci-dessus et à signer l'ensemble de la documentation précontractuelle et contractuelle relative au contrat de prêt. Le ministre en charge des finances est habilité à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat de prêt et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Art. 4.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 novembre 2019.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 2476 CM du 6 novembre 2019 autorisant la pêche aux trocas dans les communes de Uturoa, Tumaraa, Taputapuatea et Tahaa.

NOR : DRM1922251AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 650 PR du 23 mai 2018 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines ou d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu l'arrêté n° 6866 MME du 22 novembre 1989 modifié fixant les conditions de pêche et de commercialisation des trocas de Polynésie française ;

Vu le compte-rendu des comités de surveillance des espèces animales marines et d'eau douce des communes de Uturoa, Tumaraa, Taputapuatea et Tahaa du 14 octobre 2019 ;

Considérant que les stocks de trocas dans les lagons des communes susvisées sont estimés suffisamment abondants pour être exploités ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 2019,

Arrête :

Article 1er.— La pêche aux trocas est autorisée dans les communes de Uturoa, Tumaraa, Taputapuatea et Tahaa du 11 novembre au 6 décembre 2019 inclus, selon les conditions suivantes :

- a) Pour la commune de Uturoa : la pêche est ouverte tous les jours de 6 heures à 18 heures. Le quota de la commune est fixé à 15 tonnes de coquilles sèches, vidées et nettoyées ;
- b) Pour la commune de Tumaraa : la pêche est ouverte du lundi au samedi de 7 h 30 à 17 h 30. Le quota de la commune est fixé à 50 tonnes de coquilles sèches, vidées et nettoyées ;
- c) Pour la commune de Taputapuatea : la pêche est ouverte du lundi au samedi de 7 heures à 18 heures. Le quota de la commune est fixé à 50 tonnes de coquilles sèches, vidées et nettoyées ;
- d) Pour la commune de Tahaa : la pêche est ouverte tous les jours de 6 heures à 18 heures. Le quota de la commune est fixé à 40 tonnes de coquilles sèches, vidées et nettoyées.

Art. 2.— Les pêches prévues à l'article 1er du présent arrêté sont fermées de plein droit :

- dès que les quotas de pêche fixés à l'article 1er sont atteints ;
- à compter du 6 décembre 2019 et ce, même si les quotas prévus ne sont pas atteints.

Art. 3.— Seuls les trocas dont le plus grand diamètre basal est supérieur à 8 centimètres peuvent être pêchés et commercialisés.

Art. 4.— Le transfert de trocas ou de quotas de pêche est interdit d'une commune à une autre, ainsi que d'une île à une autre.

Art. 5.— Les trocas de tailles non conformes sont saisis par les comités de surveillance sans contrepartie et les pêcheurs concernés sont sanctionnés.

Art. 6.— En cas de dépassement des quotas fixés à l'article 1er du présent arrêté, les coquilles en surplus sont détruites sans contrepartie.

Art. 7.— Les ventes des coquilles de trocas, provenant des pêches autorisées au titre du présent arrêté, sont autorisées du 9 au 31 décembre 2019 inclus.

Art. 8.— Les pêcheurs des communes ouvertes à la pêche aux trocas sont autorisés à détenir les coquilles de trocas pendant la période du 11 novembre au 31 décembre 2019. La détention avant cette période est interdite et au-delà de cette période, ils doivent remettre les coquilles en leur possession au comité de surveillance pour destruction sans contrepartie.

Art. 9.— Les acheteurs de coquilles de trocas, désignés par les 4 comités de surveillance, sont autorisés à détenir les coquilles de trocas achetées aux pêcheurs jusqu'au 31 décembre 2020 inclus.

Art. 10.— Les comités de surveillance des communes de Uturoa, Tumaraa, Taputapuatea et Tahaa sont chargés de l'organisation et du bon déroulement des opérations de pêche et de vente des trocas. A ce titre, ils veillent au respect, par les pêcheurs, des dispositions réglementaires applicables à la pêche des trocas.

Art. 11.— Le vice-président, ministre de l'économie et des finances, en charge des grands travaux et de l'économie bleue, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 novembre 2019.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Teva ROHFRITSCH.